

# Pourquoi l'économie française peine à renouer avec la croissance ?

L'économie en France et dans la zone euro peine à retrouver son niveau antérieur à 2008. Survenue alors même que l'économie française envoyait des signaux positifs après une phase de ralentissement, la crise a été un tournant dont on ne semble pas se remettre. Depuis lors, les politiques économiques et financières successives ont quasiment toutes échoué à relancer et maintenir les indicateurs économiques au vert.

En 2015 pourtant, sous l'effet conjugué d'une baisse des taux d'intérêt et des prix du pétrole, la zone euro renouait avec la croissance. En 2017, la demande globale de nouveau stimulée produisait quelques bénéfices pour l'emploi ainsi qu'une baisse relative du taux de chômage. Mais la tendance ne s'est pas confirmée, comme en témoignent les principaux indicateurs économiques publiés par l'OCDE en 2018.

A quoi doit-on ce retour de bâton ? On peut le mettre sur le compte de plusieurs facteurs bien sûr, mais les plus marquants restent l'augmentation des prix du pétrole ainsi que le recul de la consommation des ménages, facteurs très influents notamment dans un contexte socioéconomique particulièrement tendu compte tenu des nombreux mouvements sociaux enregistrés au cours de l'année 2018. Ces éléments ont obligé les décideurs économiques à revoir les prévisions de croissance en 2018 à la baisse. Ainsi, en France, l'évolution du PIB n'a enregistré qu'une faible augmentation de 0,2% au cours des deux premiers trimestres de l'année 2018. Et, alors qu'on s'attendait à 0,4% d'augmentation au cours du troisième trimestre, l'INSEE a dû réduire cette prévision de moitié. Ainsi l'année 2018 se termine avec une croissance à 1,7% au lieu de 2% espérée initialement. Nous sommes loin des 2,2% de 2017.

Comment la consommation des ménages a-t-elle participé à l'échec de la reprise de croissance ?

La consommation des ménages est un des principaux moteurs de la croissance. En 2018, plusieurs facteurs ne lui ont malheureusement pas permis d'assurer son rôle dans l'économie. En effet, l'adoption des nouvelles mesures fiscales - hausse de la CSG, augmentation des taxes sur le tabac et le carburant - équivaldraient à une baisse de 0,8 point sur le revenu brut des ménages au premier trimestre, ce qui aurait nettement pesé sur leur pouvoir d'achat. C'est ce que confirment par ailleurs les chiffres publiés par l'INSEE à fin septembre 2018 montrant que le pouvoir d'achat des ménages a enregistré une baisse de -0,5% au premier trimestre de la même année. Outre les nouvelles mesures fiscales, les premiers mois de l'année 2018 ont connu une forte mobilisation sociale notamment avec la grève dans les transports qui a coûté plusieurs centaines de millions d'euros à l'État, et dont les conséquences se font sentir sur d'autres secteurs économiques notamment le commerce, l'hôtellerie et l'agroalimentaire. L'impact de cette grève dans les transports représente selon l'INSEE une perte de 0,1 point du PIB au deuxième trimestre de l'année. Ajoutons à cela la baisse de la consommation d'énergie, en raison des températures particulièrement clémentes sur des périodes anormalement longues.

Toutes ces baisses de consommation ont constitué un véritable coup de frein devant la reprise de la croissance en 2018.

Face à la décrue de la croissance, le chômage a du mal à freiner en 2018

Le ralentissement de la croissance impacte également la création de l'emploi et le taux de chômage en 2018. En ce qui concerne l'emploi, les chiffres publiés fin décembre montrent que les évolutions positives enregistrées depuis 2015 dans l'ensemble des pays de la zone euro ont continué en 2016 et 2017, mais ont diminué pendant les premiers trimestres 2018. Ainsi l'emploi en France a enregistré une régression de 0,2% au premier trimestre avant de renouer avec une croissance positive au deuxième trimestre 2018. En parallèle, la courbe du chômage dans la zone euro a confirmé son inversion amorcée depuis 2013, le taux de chômage dans la zone a stagné autour 8,5% tout au long de l'année 2018. La France confirme aussi cette tendance à la baisse du taux de chômage, même si elle reste très lente, puisqu'il est passé de 9,4% fin 2017 à 9% au troisième trimestre 2018

Gardons espoir dans l'avenir

Pouvons-nous espérer une vraie reprise en 2019 ? En se basant sur les chiffres de l'INSEE de fin 2018, la consommation des ménages en zone euro devrait progresser de 0,4% pendant les deux premiers trimestres de 2019. En France, les ménages devront profiter des mesures de soutien au pouvoir d'achat prises fin décembre. La croissance française, quant à elle, progresserait à un rythme modéré avec +0,3% par trimestre pendant les deux premiers trimestres de l'année. Toutefois, pour que cette reprise de croissance soit pérenne, elle devra faire face à plusieurs facteurs d'incertitude à la fois internes, tel le déroulement du mouvement social en cours et l'impact de la mise en oeuvre du prélèvement à la source sur le comportement des ménages. Mais aussi externes compte tenu des aléas de l'économie internationale comme l'augmentation des prix du pétrole ou les tensions financières potentielles liées au Brexit.